

19. Les Priorités pour Kananaskis : La promotion du développement

Nicholas Bayne

Bonjour. Je suis Nicholas Bayne, membre du département des relations internationales de la London School of Economics and Political Science. Mais en ce moment j'enseigne un programme à la School of Policy Studies à l'université Queen's à Kingston, Ontario.

Il y a sept ans, le Président de la France, Jacques Chirac, a mis le développement au centre du sommet du G7 à Lyon en 1996. Au sommet de l'an suivant, à Denver aux États-Unis, le Président Bill Clinton a donné la priorité à l'Afrique, bien que les actions conjointes du G7 n'ont pas suivis. Depuis lors, les sommets annuels du G8, y compris la Russie, ont élargi l'attention qu'ils donnent aux problèmes des pays pauvres. Les chefs de gouvernement ont reconnu que, en l'absence du soutien externe, un grand nombre des pays les plus pauvres ne bénéficieront pas de la **mondialisation** et risquent d'être marginalisés dans le système économique internationale.

Cette année le sommet à Kananaskis a pris comme but, encore une fois, l'amélioration des conditions de vie en Afrique, le continent où se trouve le plus grand nombre des pays très pauvres. Contrairement aux pays pauvres d'Asie, comme la Chine et les Indes, qui ont connus une forte croissance économique, beaucoup des pays africains ont fait marche arrière.

Cette concentration sur les problèmes d'Afrique et donc fortement justifiée. La discussion sera axée sur la réponse du G8 au **Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique** (NPDA), qui est analysé dans une autre conférence. Mais le G8 cette année va aussi faire le point sur les autres programmes, commencés par les sommets précédents, pour aider les pays pauvres, en Afrique et ailleurs. Trois sujets recevront une attention prioritaire à

Kananaskis : combler la **fossé numérique**, la lutte contre la propagation des maladies infectieuses, et la promotion de l'éducation primaire universelle. Ces trois sujets fourniront le contenu principal de cette conférence.

Comblant la fossé numérique

Le Sommet d'Okinawa de 2000 a lancé l'idée que un meilleur accès pour les pays en voie de développement aux technologies de l'information et de communication et la diffusion plus large de ces technologies permettront à ces pays à accélérer leur développement et profiter des avantages de la mondialisation. Le sommet a créé le Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies (le GEANT, ou Dot Force), avec une composition très variée, pour réaliser cette idée. Parmi les membres du GEANT sont les gouvernements du G8 ainsi que les représentants des pays en voie de développement, des institutions internationales, du secteur privé et des organisations sans but lucratif.

Au début, le GEANT a provoqué un certain scepticisme. On se demandait comment les pays pauvres, sans accès assuré à l'électricité ou aux liens téléphoniques, pouvaient profiter des nouvelles technologies. Mais le rapport présenté par le GEANT au sommet de Gênes en 2001 a dissipé ce scepticisme et fait preuve d'une synergie remarquable. Le GEANT a formulé neuf recommandations fondamentales, y compris :

- Chaque pays devrait préparer une cyberstratégie nationale, avec de l'aide externe pour rendre les stratégies compatibles;
- L'accès et la connectivité devraient être rendus plus faciles;
- Les technologies nouvelles devraient être utilisées au maximum dans l'éducation et la formations à tous niveaux;

- L'esprit d'entreprise devrait être encouragé dans les nouvelles technologies;
- Les projets spéciaux devraient être développés pour les pays les plus pauvres.

Pendant les préparations du sommet de cette année, le GEANT s'est concentré sur l'aide à apporter à l'Afrique, surtout dans les cyberstratégies, l'amélioration de l'accès et l'encouragement des entrepreneurs. Le GEANT va faire un rapport au sommet sur 20 projets prioritaires, y compris dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Après Kananaskis, les travaux du GEANT vont continuer sous l'égide des Nations Unies. Ses projets seront poursuivis dans une gamme de réseaux différents, souvent à l'initiative du secteur privé. Une des conclusions tirée des travaux du GEANT est que les projets basés sur les structures très informelles sont souvent les plus efficaces, en profitant de la souplesse et les liens internationaux fournis par les technologies nouvelles.

La lutte contre la propagation des maladies infectieuses

Le sommet d'Okinawa a déjà reconnu les conséquences néfastes pour les pays pauvres créées par leur vulnérabilité aux maladies infectieuses, comme le paludisme, la tuberculose et surtout le SIDA. Ces maladies sont la cause de six millions de décès chaque année — 10 pour cent de tous les décès dans le monde — la grande majorité étant dans les pays pauvres. La lutte contre la propagation de ces maladies est donc indispensable pour le développement.

Dans l'année après Okinawa, la véritable tragédie du SIDA en Afrique est devenue plus largement connue. Le sommet de Gênes de 2001 a répondu par la création, avec le secrétaire général des Nations Unies, du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, avec une dotation initiale d'environ deux milliards de dollars américains contribués par les gouvernements et les donateurs privés. Ce fonds n'est pas en mesure de finan-

cer tous les coûts de la lutte contre ses maladies; ces coûts pourraient atteindre \$7 à \$10 milliards par ans seulement pour le SIDA. Les programmes généraux de santé doivent rester la responsabilité des gouvernements nationaux, en Afrique et ailleurs. L'objectif du Fonds mondial est plutôt de fournir les médicaments, les vaccins et les autres produits de santé que les pays pauvres ne sont pas en mesure de s'offrir eux-mêmes.

La gestion du Fonds mondial n'inclut pas seulement les gouvernements, mais aussi les entreprises privées, les fondations et les organisations sans but lucratif, qui ont des places sur le conseil d'administration. Comme institution nouvelle, le Fonds a commencé ses opérations très rapidement. Ayant invité les applications en février 2002, il a reçu plus de 300 propositions, pour un coût total de plus de US\$5 milliard pendant cinq ans. En avril, le conseil du Fonds a décidé à financer 40 programmes en 31 pays, avec 18 autres projets où certaines conditions restent à compléter. En total, ces programmes vont coûter US\$616 millions pendant deux ans — et \$1.6 milliards s'ils continuent pour cinq ans. Plus de la moitié de ces programmes sont en Afrique et trois quarts sont contre le SIDA, parfois lié avec les deux autres maladies.

Le Fonds a commencé ses opérations avec une rapidité exemplaire. Mais il est évident que la première dotation de US\$2 milliards sera vite épuisée et le Fonds a déjà besoin des contributions supplémentaires. La politique des prix des médicaments aussi mérite l'attention. Bien que les pays qui produisent les médicaments génériques aient maintenant plus de liberté, l'importation des médicaments aux prix réduites est essentielle pour des autres pays pauvres. Les grandes sociétés pharmaceutiques sont en principe disposées à fournir leurs produits dans ces conditions, mais elles cherchent des assurances que les médicaments ne seront pas détournés vers les marchés des pays riches, contrairement à l'intention.

La promotion de l'éducation primaire universelle

Comme la santé, l'éducation est un élément indispensable du développement. À Gênes les leaders du G8 ont identifié l'éducation, surtout l'éducation primaire à la fois pour les garçons et les filles, comme un thème prioritaire pour le sommet de cette année à Kananaskis. Ils ont créé un groupe de travail, chargé de leur faire des recommandations comment d'atteindre le but fixe à la conférence de Dakar en 2000 — le but de l'éducation primaire universelle par l'année 2015.

Beaucoup d'activités sont déjà dirigés vers cet objectif. La réduction des dettes des pays pauvres, surtout en Afrique, peut libérer les fonds pour augmenter les dépenses sur l'éducation. Le GEANT a identifié les moyens d'utiliser les technologies nouvelles dans l'éducation primaire en pays pauvres. L'Organisation internationale du Travail (OIT) cherche à décourager le travail des enfants, afin qu'ils puissent rester à l'école. L'UNESCO est chargé de la suivie de la conférence de Dakar, sous le thème de « l'éducation pour tous »; et la **Banque mondiale** met au point les nouveaux programmes de financement de l'éducation primaire. Mais, malgré toute cette activité, les progrès vers le but établi à Dakar est incertain. Particulièrement en Afrique, et surtout dans les pays touchés par le SIDA, l'entrée dans l'école n'est pas assurée et trop d'enfants, surtout de filles, sont retirés de l'école prématurément ou ne vont pas à l'école du tout.

À Kananaskis, le G8 cherchera à donner à la campagne pour « l'éducation pour tous » un nouveau momentum et sens de direction. C'est une question sensible comment les agences étrangères peuvent aider l'éducation primaire, puisque tous les pays, les pauvres comme les riches, veulent garder pour eux-mêmes la responsabilité pour les politiques de scolarité à

ce niveau. Le G8 pourraient donc poursuivre les thèmes suivants : comment les politiques de développement dans leur ensemble peuvent mieux avancer l'objectif de l'éducation universelle, et comment les ressources financières accrues peuvent mieux appuyer les efforts nationaux.

Conclusions

Ces trois thèmes, pris dans leur ensemble, montrent que l'approche du G8 aux questions de développement est devenu plus ouvert aux contributions des autres. Par exemple :

- À Lyon en 1996, les chefs des institutions internationales de développement étaient invités à rencontrer les leaders du G8. Depuis ce jour, le G8 au niveau ministériel a établi les liens beaucoup plus étroits avec ces institutions.
- Surtout depuis Okinawa en 2000, le G8 a associé le secteur privé et les organisations sans but lucratif plus profondément dans la préparation et la suivie des politiques de développement. Cette évolution reconnaît les ressources et l'expérience que ces groupes peuvent contribuer.
- La réunion des chefs de gouvernement du G8 avec les leaders africains à Gênes en 2001 a eu des conséquences fondamentales. Le G8 s'est engagé d'assurer la renouvellement économique et politique de l'Afrique. Mais cet effort est provoqué par l'initiative prise par les africains eux-mêmes. Le G8 prend soin que les pays d'Afrique retiennent toute la responsabilité pour leur propre développement — rien ne leur est imposé de l'extérieur.

Références

À venir

Documents supplémentaires suggérés

À venir

Questions à débattre
À venir

Exercice
À venir